

Pour Ali Bayramoglu, « depuis le memorendum de minuit, c'est l'armée qui mène le jeu »

Soumis par OVIPOT
27-06-2007

Ali Baymoglu dérange. Chroniqueur au journal « Yenisafak », il a d'abord soutenu l'expérience de l'AKP au pouvoir, non sans garder sa liberté de ton et de jugement. Même s'il a pris ses distances depuis 2005, il n'exclut pas de voter à nouveau pour le parti de Tayyip Erdogan. Pour lui, il y a là un choix qui est plus stratégique (remettre en question les tabous sur lesquels est assis le système turc) qu'idéologique (il n'est ni islamiste, ni même post-islamiste).

L'opinion peut surprendre mais elle est probablement partagée par bon nombre d'électeurs turcs qui disent tout bas tous les jours ce qu'Ali expose tout haut dans cette interview:

Jean Marcou : Ali Bayramoglu, à un mois des législatives, comment voyez-vous la situation politique turque actuelle ?

Ali Bayramoglu : Nous sommes en pleine crise, donc nous nous acheminons vers des élections de crise. Le contexte de remise en cause structurel et le rapport de force bipolaire que nous connaissons vont se refléter dans les élections. Elles se feront donc dans un climat tendu et ce ne seront pas seulement leur résultat qui sera important mais également les conséquences que vont en tirer les principales forces socio-politiques du pays (armée, gouvernement, partis politiques, groupes économiques, médias...). La crise qui accompagne ces élections marque la faillite d'une constitution et d'un Etat qui se trouvent en décalage avec les changements politiques et sociaux de la Turquie contemporaine. Ce décalage met en évidence l'échec de ce grand système bipolaire de la Constitution de 1982 qui a voulu instaurer une distinction stricte entre le pouvoir étatique et le pouvoir politique pour permettre, en réalité, l'exercice d'une véritable tutelle militaire. On veut, en effet, dans un tel système, que le président de la République soit non seulement le représentant de l'Etat mais aussi qu'il assume un contrôle étroit du pouvoir politique.

Le problème aujourd'hui, c'est que l'AKP est en mesure de tenir les deux bouts de la chaîne. Dès lors, les militaires ont réagi vigoureusement en bloquant l'élection présidentielle pour empêcher l'AKP de s'emparer de Çankaya et en mobilisant pour cela toutes les institutions susceptibles de contrer l'entreprise du parti majoritaire (médias, justice, partis d'opposition...). La Cour constitutionnelle a mis un point d'orgue à ce dispositif en annulant l'élection présidentielle sur la base d'une lecture qui a bouleversé l'esprit même de la Constitution. Je ne crois donc pas que ces élections vont débloquer la situation actuelle car l'AKP risque de sortir renforcé du scrutin du 22 juillet. Ce renforcement donnera peut-être au gouvernement une légitimité politique et sociale supplémentaire mais il risque d'être aussi un élément de crise avec de nouveaux prétextes d'intervention pour l'armée. Donc, les élections ne sont pas une fin mais une étape dans le processus de crise qui va probablement continuer à se développer.

JM : Si on revient sur la stratégie de l'AKP, comment expliquez-vous cet entêtement à faire adopter dans la précipitation cette réforme présidentielle ?

AB : À mon avis, l'AKP a une stratégie qui est, à l'heure actuelle, très conjoncturelle. Certes, l'AKP est un acteur essentiel de cette crise mais c'est un acteur dépendant. En fait, depuis le « memorendum de minuit », c'est l'armée qui mène le jeu car elle contrôle les règles, le décor, les spectateurs et les acteurs de la pièce qui se joue en ce moment. L'AKP ne peut tenir son rôle que dans ce cadre. Dans une telle situation, les marges de manœuvre de l'AKP sont restreintes. On peut distinguer notamment deux axes dans la stratégie qu'elle s'efforce de développer face à l'armée.

En premier lieu, elle essaie de surmonter le blocage que lui impose l'armée, c'est la raison pour laquelle, justement, elle tient tant à mener à bien cette réforme prévoyant l'élection présidentielle au suffrage universel alors même qu'elle avait montré par le passé une franche hostilité vis-à-vis d'un tel changement. Il y a là, en réalité, surtout une attitude qui vise à briser la résistance de l'armée en demandant au peuple de se prononcer.

En second lieu, l'AKP tente, en quelque sorte, de jouer dans cette histoire le rôle du promoteur de la démocratie en Turquie. C'est la raison pour laquelle, le parti gouvernemental en appelle à une alliance des forces

démocratiques. Cela amène à préparer des programmes novateurs qui se veulent plus socialistes que ceux de la période antérieure, à ne plus parler des questions religieuses ou à recruter des hommes politiques venus de la social-démocratie pour renforcer ses listes électorales. Tout est donc mis en œuvre pour demander au peuple et aux groupes sociaux qui peuvent le représenter de se rassembler largement autour de l'AKP pour franchir l'obstacle dressé par les militaires.

JM : La stratégie de l'AKP aurait-elle été la même, s'il n'y avait pas eu cette crise ?

AB : Probablement pas ! En fait, depuis la fin de l'année 2005, l'AKP semblait en avoir fini avec l'ouverture en direction des démocrates qu'elle avait cherché à promouvoir et ce pour trois raisons différentes:

- La première raison, c'est l'évolution de ses relations avec l'UE.

Le problème de Chypre a bloqué l'AKP parce qu'il a fait monter une grande vague nationaliste en Turquie. Le tour pris par la question chypriote depuis 2004 a été un événement très dur « à digérer » qui a généré chez l'AKP un langage presque antieuropéen. Ce fut une période très bizarre car, d'un seul coup, on avait l'impression que ce n'était pas le parti de Tayyip Erdogan qui avait porté le projet européen.

- La seconde raison découle du scandale de Semdinli, à la même époque (novembre 2005), parce qu'il a contribué à renforcer la position du chef de l'Armée de terre qui depuis lors est devenu le chef d'Etat major, je veux parler du Général Büyükanit.

À partir de cette époque, on a commencé à assister à une structuration très interventionniste de l'armée destinée à mener une politique d'épuration dirigée contre certaines institutions comme les Fetullahci et contre les organisations démocrates. L'AKP, pour sa part, n'a pas découragé l'armée dans cette entreprise. Erdogan et Büyükanit se sont même rencontrés à deux reprises pour enrayer les procédures judiciaires qui avaient été engagées contre les militaires mêlés au scandale de Semdinli. Ce fut en fait une période de grande coalition entre l'armée et le gouvernement. Et ce dernier attendait de cette coalition une période vierge de tout conflit destinée à permettre le renouvellement du président de la République dans la sérénité. Mais en fait, cette coalition n'a pas marché parce que les militaires avaient un autre projet dans en tête.

- La troisième raison relève de la psychologie politique, Tayyip Erdogan est devenu de plus en plus une sorte de « Padichah » dans ce système.

Cela a amené le Premier ministre à avoir un langage de plus en plus conflictuel et symbolique. Il est devenu agressif en réponse aux critiques traditionnellement émises en direction de l'AKP, notamment sur le problème de l'alcool ou sur la question des nominations aux emplois supérieurs de l'Etat. Cette attitude conflictuelle a mis un terme à l'ouverture vers les démocrates et a vu ceux qui, parmi eux (Eser Karakas, Mehmet Altan, Etienne Marsupian ou... Ali Bayramoglu) avaient défendu l'AKP, commencer à critiquer le parti gouvernemental. L'AKP ne s'est, pour sa part, pas rendu compte qu'en se séparant des démocrates qui le soutenait, il prenait le risque de s'isoler politiquement. Et, en fait, c'est dans cette situation d'isolement qu'il a commencé à être attaqué par les militaires.

JM : Pourtant, en dépit de ce divorce, vous me disiez que vous risquiez de voter pour l'AKP …

AB: Je peux le faire mais je n'en suis pas encore sûr. Je fais partie des gens qui pensent que ces élections sont en fait des élections stratégiques. Ce qui veut dire que l'on ne va pas nécessairement voter pour les partis politiques dont on partage toutes les idées mais, le cas échéant, pour une force qui peut contenir la toute-puissance de l'armée dans le système. Donc, si l'AKP, dans le mois qui vient ne tient pas des propos complètement opposés à mes convictions, je peux effectivement voter pour ce parti. Et je ne serai pas le seul à agir de cette façon, croyez-

moi !

JM : Et pour en venir à la stratégie de « l'établissement politico-militaire », que fait-il et que peut-il faire ? Si jamais l'AKP a une majorité qui est supérieure au 2/3 des sièges de l'Assemblée, que se passera-t-il ?

AB : Franchement, c'est difficile à dire. Pour moi les conditions d'un coup d'Etat militaire brutal sont dépassées car les militaires devraient prendre de trop lourdes responsabilités dans un monde qui est désormais globalisé et interdépendant. Toutefois, comme vous le savez, depuis une dizaine d'années, l'armée a développé des moyens très sophistiqués pour agir. Elle parle beaucoup, elle n'intervient pas directement mais, en fait, elle est parvenue à restaurer un système beaucoup plus militaire, c'est-à-dire, beaucoup plus contrôlé et beaucoup plus militant en fin de compte. Au fil des ans, l'armée a tissé sa toile sur les universités (ses recteurs, le YÖK...), la Justice (les procureurs, les juges, la Cour constitutionnelle...) ou le système d'enseignement du pays. Elle conserve un contrôle effectif sur certains ministères (finances, affaires étrangères, notamment...). Elle a de nouvelles doctrines de sécurité intérieure et un droit de regard sur la police en civil. Elle dispose de pouvoirs économiques considérables. Elle contrôle les grandes ONG et en a généré encore dans la période récente. Elle a créé, en réalité, un système sociétal qui lui permet d'être partout.

Ainsi, les militaires n'ont pas besoin de faire des coups d'Etat. Chaque fois que cela est nécessaire, ils peuvent mobiliser toutes les forces qui leur sont nécessaires pour atteindre leurs objectifs. Sans doute vont-ils continuer à faire cette pression sur l'AKP. Ils vont essayer aussi de ne pas perdre la forteresse de la Présidence de la République. Si l'AKP la prend malgré tout, ils vont provoquer une nouvelle crise. Dans une telle hypothèse notamment, je pense qu'ils passeront d'un militarisme précaire à un militarisme beaucoup plus profond. Ils laisseront certes l'AKP gouverner mais ils accroîtront leur dose de contrôle sur le système à tous les niveaux : application des réformes, économie, distribution des ressources... Ils ont les moyens de le faire. C'est donc ce à quoi on doit s'attendre vraisemblablement. Bon... ils font un coup d'Etat, là il y aura plus d'analyse à faire (rires).

JM : Y a-t-il sérieusement un risque d'intervention militaire d'envergure en Irak, à l'heure actuelle ?

AB : Il y a certes toujours des risques car les militaires sont très embarrassés dans la lutte contre le PKK. Après l'arrestation d'Öcalan, ils croyaient avoir pris le contrôle de la situation. Toutefois, depuis quelques temps, on assiste à la formation d'un champ international kurde. Ce n'est pas un champ seulement politique, c'est un champ culturel, social et économique. Sur la base de ce nouveau champ, les Kurdes d'Irak, d'Iran, de Syrie, de Turquie, commencent à faire un tout. Il y a là un ensemble qui se manifeste de plus en plus. Dès lors, les militaires savent et voient très bien que le problème kurde de la Turquie concerne Barzani ou Talabani. Face à cette évolution, la demande d'intervention de l'armée en Irak n'est pas une demande stratégique mais c'est une demande tactique qui découle de deux éléments :

- Le premier élément est lié à la conjoncture actuelle. Avec le retour de la belle saison, les terroristes du PKK passent la montagne, comme chaque année, les affrontements armés augmentent, comme chaque année, et, comme chaque année, il y a des incursions rapides de l'armée derrière la frontière pour essayer d'empêcher les infiltrations du PKK. Rien de vraiment neuf, à vrai dire ! Mais actuellement, on a un nouveau leader militaire (le Général Büyükanit) qui ne cesse de le clamer sur les toits ! Alors forcément, cela fait l'actualité ! (rires). Il parle de Barzani, il parle des Etats-Unis... et en évoquant cette fameuse intervention militaire, il prend la stature d'un leader politique qui s'adresse à l'opinion publique.

- Le second élément renvoie à l'instrumentalisation politique par les militaires du thème de l'intervention. Certes, ils peuvent bombarder les camps du PKK mais ce n'est pas facile car les membres du PKK y sont installés avec leurs familles. Toujours est-il que dans cette revendication d'intervention en Irak, on est beaucoup plus dans le tactique que dans le stratégique. Il s'agit avant tout de mettre le gouvernement dans une situation difficile vis-à-vis des attentes de l'opinion publique. Les militaires veulent donner l'impression que c'est le gouvernement qui par son inaction les empêche d'intervenir en Irak du nord. Comme si une telle intervention pouvait empêcher la mort des soldats turcs récemment victimes des actions du PKK !

JM : Quel est l'état de l'armée sur le plan politique?

AB : Je pense que l'armée est actuellement beaucoup plus unie sur les questions politiques et la conduite à tenir qu'elle a pu être auparavant. Elle a un leader très puissant. Il n'y a donc pas, à l'heure actuelle, de risques réels de divisions internes. Et ce, alors même qu'en 2002/2003, l'armée connaissait des tensions très élevées notamment parce qu'elle était alors prise dans une contradiction : avoir été le vecteur de l'eupéanisation et en même temps être la première victime des réformes effectuées dans la perspective de l'ouverture des négociations avec l'UE. Dès lors, sur toutes les questions, que se soit le rôle de l'armée dans le système, l'occidentalisation de la Turquie, le problème kurde, le problème chypriote... ou que sais-je encore, il y a eu une sorte de politisation et des tensions internes. L'expression de rivalités au sein de l'armée peut être quelque chose de très dangereux car cela veut dire qu'un groupe seulement au sein de l'armée peut tenter l'aventure du coup d'Etat. Mais en réalité il me semble (je dis cela de manière très intuitive) que Büyükanit, qui est un leader charismatique, a désormais la situation

(Propos recueillis le 25 juin 2007 par JM)

Source: ovipot.blogspot.com/index.html